

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-14: MERCREDI 3 MAI 2006

Mercredi matin, les participants ont examiné la mise en application dans la région d'Amérique Latine et Caraïbes et se sont engagés dans un dialogue multipartite sur le rôle des grands groupes sociaux dans la mise en application, y compris dans la sensibilisation, la divulgation de l'information, le savoir-faire et les partenariats. Tout le long de la journée, les délégués ont également mené des débats thématiques interactifs, se concentrant, le matin, sur la réponse au besoin grandissant de services énergétiques et, l'après-midi, sur le traitement de la question de l'efficacité énergétique.

SESSION REGIONALE

Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC): Cette session régionale a été présidée par le Vice-président Adrian Fernández Bramauntz (Mexique). Passant en revue la réunion consacrée à la mise en application régionale, il a mis en exergue les sources d'énergie renouvelables et la technologie propre. Marianne Schaper, ECLAC, a souligné que les problèmes environnementaux nécessitent des solutions économiques et sociales. Leida Mercado, du PNUD, a décrit le Fonds pour le Carbone et les initiatives nationales, telles que celle de la "Lumière pour tous," lancée par le Brésil. Sergio Sanchez, de la Banque Mondiale, a parlé des progrès accomplis par l'Initiative Air Ambiant Propre, et a annoncé la tenue d'une conférence sur la question du transport urbain, qui aura lieu à Sao Paulo, en juillet.

Le BRÉSIL a décrit le rôle de l'éthanol, et l'ARGENTINE a parlé des changements climatiques. La COLOMBIE a partagé son expérience comme exportateur d'énergie, et a souligné le rôle du capital humain et a apporté son appui aux petites et moyennes entreprises (PME). LES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ont mis en relief la santé publique et les initiatives lancées conjointement avec les gouvernements et les employeurs. La BARBADE a donné un aperçu sur ses travaux sur le tourisme durable. Le VENEZUELA a parlé d'initiatives, telles que celle de PetroAmerica, lancée pour encourager l'utilisation démocratique des ressources en énergie de la région. Le GROUPE DE RIO a appelé à des institutions plus solides, à une indépendance énergétique plus grande, et au soutien des mesures nationales d'adaptation aux changements climatiques.

Les FEMMES ont suggéré l'élaboration de données distinctes et d'objectifs énergétiques régionaux, assortis d'un investissement adéquat, et a appelé à l'intégration de régulateurs, tels que les parties prenantes. Le délégué des BAHAMAS a annoncé la tenue de la conférence sur les PEID sur le tourisme durable et l'énergie renouvelable en juin.

DIALOGUE MULTIPARTITE

Le dialogue multipartite sur le rôle des grands groupes sociaux a été présidé par le Vice-président Javad Amin-Mansour (Iran).

Changements climatiques, pollution atmosphérique:

Le délégué des COLLECTIVITES LOCALES, appuyé par l'AFRIQUE DU SUD, a appelé au soutien, à l'échelon national, de leur rôle d'atténuation de leurs GES, à travers, la décentralisation de l'infrastructure énergétique. Le délégué des COMMUNAUTES AUTOCHTONES, appuyé par le CANADA, a appelé à la reproduction des projets participatifs, et a des approches fondées sur les droits, dans les projets relevant du MDP. Les AGRICULTEURS ont appelé à un soutien à travers la recherche et des mesures d'encouragement. L'AUSTRALIE a décrit le Partenariat entre Australie et l'Asie-Pacifique

pour le Développement Propre et Changements climatiques. La COMMUNAUTE EUROPEENNE a fait état des liens entre la protection environnementale, la cohésion sociale et la compétitivité. Les FEMMES et les ONG ont appelé à l'élimination progressive de la technologie nucléaire.

L'Énergie au service du développement durable: Le COMMERCE ET L'INDUSTRIE a invité d'autres à tirer des enseignements de leur engagement en faveur de l'efficacité. Les FEMMES ont souligné les interconnexions entre la promotion, de la femme, l'équité et le développement, évoquant le potentiel des femmes d'assumer des rôles d'entrepreneurs dans le domaine de l'énergie. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a apporté son appui à l'énergie nucléaire, tout en soulignant la nécessité de traiter de la gestion des problèmes de gestion des déchets, de sécurité et de prolifération, qui lui sont associés.

Les ETATS-UNIS ont décrit les innovations introduites par les entreprises dans l'engagement des parties prenantes et a répondu à une question posée par une ONG sur la facilitation de l'accès aux médicaments, par les pauvres. Le KOWEIT a expliqué les influences exercées sur les prix de l'énergie, y compris l'instabilité politique et la spéculation. Une ONG a mis en mis en relief la Décennie des Nations Unies de l'Éducation au service du Développement Durable.

Développement Industriel: Les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ont déclaré que les lacunes dans la planification industrielle ont rendu la réalisation d'autres objectifs moins probable, et ont appelé à un rôle plus participatif des employés sur les lieux de travail. Le porte-parole des ENFANTS et des JEUNES a parlé de l'application de l'approche du partenariat à un projet hydraulique au Népal. La SUEDE a souligné le rôle de l'éducation pour une consommation durable.

DEBATS THEMATIQUES

Satisfaction des besoins en matière de services énergétiques à travers une utilisation accrue de l'énergie renouvelable et en s'appuyant davantage sur les technologies énergétiques de pointe, y compris les technologies de combustibles fossiles: Cette session a été présidée par le Vice-président Azanaw Abreha (Ethiopie) et le Vice-président Adrian Fernández Bramauntz.

Jürgen Trittin, du Bundestag Allemand, a mis l'accent sur l'accès à l'énergie et une focalisation sur l'utilisation de l'énergie renouvelable, comme solution pour les zones rurales. Faisant état des barrières entravant l'accès à la technologie renouvelable, Hiroshi Komiyama, de l'Université de Tokyo, a souligné la nécessité d'un engagement en faveur de la réforme. Suani Teixeira Coelho, de l'Etat de Sao Paulo, a mis l'accent sur le manque d'information, de viabilité économique et de capacités institutionnelles. Pour encourager le recours aux technologies de l'énergie renouvelable, Daniel Theuri, de l'Intermédiaire Technology Development Group, a plaidé pour la création de capacités locales, pour des initiatives de marché et pour le financement. Yona Siderer, de l'Université Hébraïque, a mis l'accent sur l'investissement, la réglementation et la réforme des systèmes de tarification conventionnels de l'énergie.

Débat: obstacles et contraintes: La REPUBLIQUE DOMINICAINE a déclaré que l'élevation des prix du pétrole pose des difficultés à la réalisation des ODM. Le CAP VERT et MAURICE ont souligné la nécessité d'un transfert de technologies et d'une aide financière pour la réduction de la dépendance des combustibles fossile. La THAILANDE, avec le CAP VERT, a parlé des coûts élevés de départ des énergies renouvelable. Les ONG ont souligné les effets des systèmes énergétiques sur la biodiversité. Aux fins de faire face aux contraintes, Trittin a appelé à rendre les énergies renouvelables compétitives, à travers l'augmentation des technologies, et Coelho a mis en relief la coopération sud-sud et nord-sud.

Leçons apprises: Les ETATS-UNIS ont appelé à l'utilisation des outils de la modélisation pour soutenir le déploiement des technologies d'énergie renouvelable. L'ITALIE a souligné l'importance d'un cadre du marché pour la réussite de la diffusion des technologies d'énergie renouvelable. L'ALLEMAGNE a mis en relief la création d'emplois. L'Australie a décrit les expériences vécues dans la promotion des énergies renouvelables dans les applications hors cadre, mettant en relief l'implication communautaire et la formation. La CHINE a décrit des initiatives visant à améliorer la part de l'énergie renouvelable dans l'approvisionnement national, mettant en exergue le besoin de cadres réglementaires, d'un environnement de marché rationnel, et de prêts industriels. La SUEDE a souligné le rôle des modes durables de consommation et de production dans la promotion de l'efficacité énergétique. Le PAKISTAN a parlé de l'importance des énergies renouvelables dans l'électrification rurale.

Etapes à venir: Soulignant le rôle de la coopération Sud-Sud, le BRÉSIL et la BARBADE ont appelé à une aide de la part de la communauté des donateurs internationaux. L'AFRIQUE DU SUD a parlé des solutions financières innovantes, des subventions gouvernementales et des marchés verts. Evoquant l'élévation des prix du pétrole, la COMMUNAUTE EUROPEENNE a mis en relief la dynamique en faveur d'une action sérieuse dans le domaine des énergies durables. Le BRÉSIL a souligné que la politique publique est vitale pour la création d'un assortiment énergétique durable. L'ARABIE SAOUDITE a maintenu que les énergies renouvelables ne peuvent pas répondre à la demande mondiale grandissante en matière d'énergie.

Le débat thématique s'est poursuivi dans l'après-midi, avec une concentration sur les technologies énergétique de pointe, y compris les technologies propres de pointe de combustibles fossiles. La réunion de reprise a été présidée par le Vice-président Adrian Fernández Bramantuz, et a été rejointe par un nouveau groupe de discussion. Robert Dixon, de l'Agence Internationale de l'Energie, a souligné la contribution de l'ensemble des sources d'énergie, au développement durable, et a fait l'éloge du piégeage et de la fixation du gaz carbonique. Hisham Al-Khatib, de la Commission de Réglementation Jordanienne, a parlé du potentiel des technologies adapté aux températures élevées. Vincent Kitio, de l'UN-Habitat, a parlé de la manière dont l'action locale peut aider à réduire la pollution de l'air ambiant dans les zones urbaines.

Débat: Energies renouvelables: Plusieurs pays en développement et de PEID ont partagé leurs expériences dans le domaine des énergies renouvelables et ont appelé à une assistance financière et technique.

Le BRÉSIL a parlé du biodiesel et des programmes d'encouragement des énergies alternatives. L'ESPAGNE a parlé de sa réussite dans la génération de l'énergie éolienne. La JORDANIE a souligné la nécessité d'investir dans les énergies renouvelables, compte tenu de l'augmentation du prix du pétrole. Le GUATEMALA et le SRI LANKA ont décrit les barrières institutionnelles, techniques et commerciales, posées aux projets d'énergie renouvelable. Le délégué du COMMERCE ET de l'INDUSTRIE a souligné l'importance de la stabilité de l'investissement et des cadres de création des capacités. L'INDE, appuyée par l'AZERBAIDJAN, a souligné que les énergies renouvelables peuvent uniquement venir compléter les utilisations basées sur les combustibles fossiles. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a souligné que les coûts de l'énergie renouvelable baisseront à mesure que les marchés croîtront. Le SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a mis l'accent sur la création de nouveaux emplois. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a parlé des avantages économiques, sociaux et environnementaux importants de l'énergie éolienne.

Technologies énergétiques de pointe: Les ETATS-UNIS ont décrit le financement accordé aux programmes investissement dans les technologies de pointe. L'Australie a mis en relief une initiative de l'industrie de technologie propre basée sur le charbon. La NORVEGE a décrit son projet de piégeage du gaz carbonique et de récupération des huiles. Le CANADA a parlé du développement de l'énergie éolienne et de l'initiative biodiesel. L'ARABIE SAOUDITE s'est référée à la dominance des combustibles fossiles. Le KOWEIT a souhaité une concentration sur les améliorations apportées aux technologies des combustibles fossiles. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique a souligné que de nombreux pays ne considèrent plus l'énergie nucléaire comme étant incompatible avec le développement durable. Le représentant des ENFANTS et DES JEUNES a souligné la nécessité de directives de fixation du gaz carbonique, répondant aux préoccupations environnementales.

Concluant le débat, le Vice-président a souligné l'impact des choix des consommateurs, et la levée des barrières juridiques et institutionnelles pour la promotion des technologies énergétiques renouvelables, et a proposé d'étudier le potentiel de piégeage et de fixation du gaz carbonique.

Amélioration de l'efficacité énergétique pour le traitement de la pollution de l'air ambiant et des problèmes atmosphériques, lutter contre les changements climatiques et promouvoir le développement industriel: Le débat thématique parallèle a été axé sur le transport et la divulgation des technologies et a été présidé par le Vice-président Mansour.

Diego Arjona Arguelles, de la Commission Nationale Mexicaine pour la Conservation de l'Energie, a parlé des efforts fournis dans le secteur du transport, l'importance de la pression correcte des pneus des camions, et des approches réglementaires à l'égard des normes commerciales en matière de construction et d'éclairage.

Walter Hook, de l'Institut des Politiques de Développement du Transport, a parlé de l'efficacité des systèmes de transport alternatifs et a décrit l'Initiative du Système de Circulation Rapide des Autobus. Francois-Regis Mouton, de la Banque Mondiale, a parlé de la question de la combustion en torchère, qui émet actuellement l'équivalent de 30 pour cent des émissions européennes, et a passé en revue les efforts fournis par la Coalition Mondiale pour la Réduction de la Combustion en Torchère, aux fins de favoriser sa réduction. Maria Elena Sierra Galindo, du Secrétariat de l'Energie, Mexique, a parlé du déploiement davantage plus de technologies propres et efficaces, soulignant l'importance de la création d'un environnement favorable et faisant état des barrières dressées par les risques politiques et le manque de connaissances techniques et de prise de conscience du public.

Débat: Transport: Le JAPON a souligné le rôle critique du dialogue avec l'industrie des moteurs, citant l'exemple de la réussite de l'objectif gouvernemental de promouvoir des véhicules efficient aux plans de la consommation d'énergie et des rejets de gaz d'échappement. La SUISSE a décrit l'imposition de l'industrie du transport routier aux fins d'encourager le passage au transport par voies ferrées, approuvée par un vote populaire. La représentante des FEMMES a parlé de l'impact de la privatisation sur l'infrastructure du transport. Le PAKISTAN a parlé de l'absence de voies cyclables.

Efficacité de l'Energie: Les ETATS-UNIS ont parlé du coût de l'efficacité des normes et de l'étiquetage, soulignant l'impact sur la conception du produit. Les FEMMES ont appelé à un étiquetage clair sur les applications efficace au plan de l'énergie, à une formation dans l'utilisation des équipements de l'énergie efficace, et à des mesures visant à rendre ces équipements plus abordables pour les SME. La FINLANDE a annoncé la conférence, "Energy Audit 06", pour le lancement d'un programme d'audit international de du secteur de l'énergie. Hook a déclaré que les pressions des donateurs et les pressions politiques pour des projets de transit de masse particuliers, peuvent mener à des choix inefficaces, lors de leurs considération dans le cadre des besoins urbains plus larges.

Changements climatiques: Le ROYAUME-UNI a décrit son objectif de réaliser 60 pour cent de réduction dans les émissions de GES d'ici 2050. La Commission Centre Américaine sur l'Environnement et le Développement a décrit ses activités d'atténuation dans le secteur forestier.

Finance: Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que des normes harmonisées sont une contrainte. Les participants ont été invités à regarder vers l'International Finance Corporation pour aider à stimuler l'investissement du secteur privé. Au sujet des technologies propres, le YEMEN a souligné le problème du caractère abordable pour les pauvres. Arjona a souligné que les coûts élevés du démarrage dressent une barrière au choix des options d'énergie efficace qui garantissent des économies à long terme. L'Afrique du Sud a déclaré que les barrières créées par les coûts élevés de départ, exigent des approches innovantes en matière de financement.

DANS LES COULOIRS

La CDD-14 a été comparée à 'talk show' par un participant, hier, au moment où les Vice-présidents continuaient à cajoler et à provoquer les délégués pour les amener à laisser de côté les déclarations préparées à l'avance et à se mettre à la hauteur de l'occasion offerte par les 'dialogues' thématiques. Dans les coulisses, cependant, le thème de l'énergie a résolulement décaler les délibérations et a annoncé ce que certains ont décrit comme étant une rupture significative avec la forme passée du traitement de la question de l'énergie par la CDD. Maintenant que la question de la sécurité énergétique est en première ligne du débat, au Nord et au Sud, certains y voient un abandon des discussions idéologiques qui naguère ont placé les énergies renouvelables en opposition à d'autres éléments de l'assortiment énergétique, dont l'énergie nucléaire et les nouvelles technologies de génération de combustibles fossile. Différents types de questions sont maintenant en train d'émerger, y compris celle des implications sur la sécurité alimentaire, lorsque d'importantes étendues de terre seront dédiées à la production des biocombustibles et de la biomasse.

Un signe des nouvelles configurations stratégiques en jeu dans le débat sur l'énergie, est la décision prise par les membres du CARICOM et du Groupe de Rio de soumettre, à l'ouverture de la réunion, lundi, une déclaration concertée. Dans l'intervalle, les positions, au sein du G-77, sur la question des sources d'énergie, sont, croit-on savoir, diverses, le groupe ne s'étant pas réuni durant la session, pour convenir d'une position cadre concertée avant la réunion de la CDD. Certains ont suggéré d'utiliser les périodes inter-sessions pour tenir des réunions axées sur des secteurs technologiques particuliers, pour encourager l'adoption d'une approche fondée sur la résolution des problèmes.